Lettre de onze notaires de la ville de Paris, qui préviennent l'Assemblée que des citoyens ont déposé chez eux une pétition sur les événements du 20 juin, notamment contre le rassemblement des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marcel et contre la municipalité de Paris, pour y être signée par tous les citoyens qui voudraient y adhérer. Cette lettre est ainsi conçue :

Paris, le 24 juin 1792.

Monsieur le Président,

Pour faciliter à leurs concitoyens les moyens de donner leur vœu sur des pétitions, quelques personnes adoptent le parti d'en envoyer des exemplaires à tous les notaires de Paris et de faire annoncer publiquement que l'on peut s'adresser à eux pour les signer.

Quoique dirigés tous par le même désir de servir leurs concitoyens, les notaires ont dû n'être pas uniformes dans la conduite qu'ils ont tenue. N'étant point prévenus, ils se sont vus forcés de se décider à l'improviste. Les uns, considérant que la liberté des pétitions est un des principaux droits du citoyen, garantis par la Constitution, et qu'ils ne pouvaient personnellement répondre ni du contenu des pétitions, ni de la vérité des signatures, ont cru qu'ils ne pouvaient refuser à leurs concitoyens la communication des pétitions adressées et qu'ils devaient leur laisser la liberté de les signer. Les autres, réfléchissant sur la nature des fonctions que la loi leur confie et sur le caractère d'authenticité qu'elle donne aux signatures qu'ils reçoivent et considérant qu'il importe de ne pas donner lieu à confondre ce qu'ils font comme citoyens, et ce qu'ils font comme fonctionnaires, ont pensé qu'ils ne devaient point recevoir chez eux des signatures sur des pétitions.

Dans cette diversité d'opinions, il est ides points sur lesquels elles ont dû se réunir toutes. Tels sont les inconvénients qui résultent ; de l'indication des maisons des notaires pour y signer des pétitions ; ces inconvénients sont trop évidents pour être ici détaillés.

Nous croyons, Monsieur le Président, que l'intérêt général exige que nous fassions connaître à nos concitoyens que nous ne pouvons prêter nos maisons pour aucuns détails tendant à des discussions politiques.

Nous sommes avec respect, Monsieur le Président, etc.

Guillard, Morin, Bio, Chavet, Delarue, etc., notaires à Paris.